

L'émergence du mouvement de la Gen Z 212 montre que la protestation n'a pas été déclenchée par une pauvreté absolue, mais par l'écart perçu entre les attentes et les capacités.

Isabel Ruck, responsable de la recherche et de la coordination scientifique au Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (CAREP).

LE MOUVEMENT GEN Z 212 ET LA PRIVATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE GLOBALISÉ

L'émergence du mouvement Gen Z 212 à la fin de 2025 marque un tournant décisif dans la « grammaire de la contestation » au sein du Maroc. Tirant son nom de l'indicatif téléphonique international du pays, cette coalition sans leader, native du numérique, marque une rupture avec les formes traditionnelles de contestation et remet efficacement en cause le répertoire historique des mesures de confinement de l'État. Si les revendications du mouvement – qui vont de l'exclusion économique et de la détérioration des services publics à la corruption systémique – font écho aux principales revendications du mouvement du 20 février 2011 et du Hirak du Rif de 2017, sa composition démographique et son infrastructure technologique représentent une nouvelle frontière dans la vie politique marocaine. Entre septembre et octobre 2025, une vague de mobilisation nationale a exigé une refonte fondamentale du contrat social. Ces troubles sont survenus à un moment critique : une période délicate marquée par une éventuelle transition au pouvoir, centrée sur la santé du roi Mohammed VI et la montée en puissance du prince héritier Moulay Hassan. Dans le même temps, l'attention internationale suscitée par l'organisation par le Maroc de la Coupe d'Afrique des nations (entre décembre 2025 et janvier 2026) et de la Coupe du monde 2030, a créé un environnement où la réponse traditionnelle du régime, fondée sur la « carotte et le bâton », a été soumise à une pression sans précédent.

L'intensité et l'ampleur des manifestations soulèvent une question sociologique fondamentale : pourquoi les jeunes Marocains se rebellent-ils ? Cette question nous renvoie directement aux travaux du po-

litologue américain Ted Robert Gurr, dont l'étude publiée en 1970, *Why Men Rebel*, reste une référence pour comprendre la violence politique. Gurr postule que le principal moteur de la rébellion n'est jamais la pauvreté absolue, mais plutôt la « privation relative », c'est-à-dire l'écart perçu entre les « attentes en matière de valeur » (les biens et les conditions de vie auxquels les gens estiment avoir droit) et les « capacités en matière de valeur » (les conditions qu'ils estiment pouvoir réellement atteindre et maintenir). Lorsque cette frustration devient collective et s'oriente contre le système politique, elle engendre une forte propension à la contestation et au bouleversement systémique.

Cet article se propose de réinvestir ce cadre conceptuel pour analyser l'émergence des mouvements de contestation de la « Gen Z » au sein du Maroc contemporain, marqué par une phase de « hyper-modernisation ». Nous examinons comment le déploiement d'infrastructures de prestige – véritables « vitrines » d'un État en quête de modernité – a artificiellement dilaté les attentes de valeur d'une jeunesse connectée. Ce diagnostic révèle une collision brutale entre ces aspirations au progrès et à la stagnation des capacités de valeurs réelles, qu'exacerbe le déclin des filets de sécurité sociale.

INVESTISSEMENTS 'VITRINES' VERSUS GRIEFS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LONGUE DATE

Le catalyseur immédiat du mouvement Gen Z 212 fut la mort de plusieurs femmes en août 2025 à la maternité

de l'hôpital régional Hassan II d'Agadir. En l'espace de seulement 10 jours, huit femmes décédèrent des suites de complications lors de l'accouchement. Ces événements ont servi de symbole viscéral de la disparité structurelle entre les grands projets d'infrastructure de l'État et la réalité vécue par ses citoyens. Le ministère de la Santé tentait de qualifier ces décès d'« anomalies statistiques ». Des images fuitées, montrant des chats errants et des débris au sein des blocs opératoires de l'hôpital, démantelèrent ce récit officiel.

Le scandale a cristallisé l'existence d'un « Maroc à deux vitesses », une nation où l'État alloue des milliards à un train à grande vitesse ultra-moderne et à des stades rutilants pour des spectacles mondiaux, alors que près de la moitié des foyers ruraux manquent d'accès aux services de santé de base, à l'eau courante ou à l'électricité.

En effet, sur le plan purement macroéconomique, le Maroc de 2024-2025 affichait une résilience qui alimentait les attentes de valeur de la population. Les indicateurs globaux étaient orientés à la hausse : après une consolidation en 2024, les projections du Fonds monétaire international et du Haut-Commissariat au Plan (HCP) tablaient sur une accélération de la croissance du PIB, devant atteindre 4,4 % en 2025. Parallèlement, l'État a réussi le tour de force de stabiliser l'inflation, la ramenant sous le seuil des 2 %, offrant ainsi une image de maîtrise monétaire et de dynamisme retrouvés. Cette santé affichée des agrégats nationaux, couplée à une politique de grands travaux, projette l'image d'un pays en pleine ascension. Cependant, dans la logique de Gurr, cette progression des indicateurs « vitrines » ne fait qu'accroître le sentiment de privation lorsque les bénéfices de cette croissance ne ruissellent pas vers les capacités de valeur individuelles, notamment pour une Gen Z qui observe ce décalage économique depuis la périphérie du marché de l'emploi.

Selon une enquête de 2025 menée auprès de 585 Marocains par la Moroccan Center for Youth and Democratic Transition et la Fondation Friedrich Ebert, le taux de chômage élevé figure parmi les causes les plus fréquemment évoquées pour expliquer la fronde socio-économique. En effet, le chômage des jeunes, qui a dépassé les 35 % en 2024 (et près de 47 % dans les centres urbains), a créé un « horizon bouché » pour une génération dont les réussites éducatives ne se traduisent plus en mobilité sociale. Selon cette enquête, 90,4 % des répondants ont déclaré que l'absence de travail décent était la principale motivation pour l'émigration, révélant une « crise de confiance dans le marché du travail local ». D'autres enquêtés pointent également la médiocrité des services sociaux et ceux de la santé (60,5 %), ainsi que les services d'éducation défaillants (39,7 %), comme causes de leur mécontentement.

Ces griefs s'ancrent dans un sentiment de déni de dignité, ou *hogra*, l'humiliation systémique du citoyen par un État indifférent. Ce sentiment s'est davantage cristallisé au gré d'une gestion de crise jugée défaillante. Le séisme du Haut Atlas en 2023 en offre une illustration intéressante : la paralysie initiale de l'appareil d'État, a transformé l'urgence humanitaire en une crise de légitimité. Dans les régions enclavées, majoritairement



Manifestations déclenchées par le mouvement Gen Z 212, réclamant la « justice sociale » et la « lutte contre la corruption ». Rabat, octobre 2025./ABU ADEM MUHAMMED/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

amazighes, le retard des secours a été vécu comme une preuve tangible de l'abandon étatique, creusant le fossé entre le « Maroc utile » des infrastructures vitrines et le « Maroc profond » des marges délaissées.

Simultanément, la gestion de la sécheresse historique de 2022-2024 a porté un coup fatal aux capacités de valeur de la population rurale. En tant que principal pourvoyeur d'emplois, le secteur agricole a subi une pression sans précédent, entraînant la destruction de 140 000 emplois. Avec une production céréalière amputée de près de 50 %, l'inflation alimentaire a agi comme une taxe sur la survie, précipitant un exode rural massif. Ce transfert de précarité vers les centres urbains a saturé des infrastructures déjà fragiles, transformant la désillusion des campagnes en une poudrière sociale au cœur des métropoles.

Pour une part significative de la jeunesse marocaine, cet « horizon bouché », exacerbé par une mauvaise gestion de crise, a longtemps réduit la migration à une nécessité structurelle, l'unique échappatoire à un contrat social défaillant. Les statistiques de 2025 confirment cette tension. Elles révèlent qu'environ 42,6 % des Marocains de moins de 30 ans expriment un désir d'ailleurs. Toutefois, une mutation profonde

s'opère au sein de la Gen Z : plus éduquée et « hyper-connectée » que ses aînés, cette génération ne se contente plus de la fuite.

Ce phénomène peut s'analyser par les leviers de régulation sociale, *exit-voice-loyalty*, théorisés par Albert Hirschman en 1970. Ainsi, la fuite (*exit*) n'est plus la seule voie envisagée par la Gen Z marocaine. Sa capacité à comparer, en temps réel, les standards de gouvernance mondiaux à la réalité locale nourrit au sein de cette catégorie générationnelle une exigence et une revendication de dignité nationale (*voice*). Ayant conscience que la migration ne résout pas les causes profondes de la *hogra*, cette jeunesse transforme sa désillusion en un engagement civique et numérique inédit. L'accès à l'information n'agit plus comme un simple miroir des inégalités ; il fonctionne comme un catalyseur de conscience politique, muant le désir de départ en une volonté farouche de transformer le Maroc de l'intérieur (*loyalty*). Ce basculement de la jeunesse marocaine illustre parfaitement la transition de l'*exit* (la défection par l'exil) à la *voice* (la protestation) et finalement vers la *loyalty* (la loyauté, bien que critique, envers le pays).

L'analyse de l'émergence du mouvement de la Gen Z 212 montre donc que la protestation n'a pas été déclenchée par une pauvreté absolue, mais par l'écart perçu entre les attentes et les capacités. Les projets de modernisation « vitrines » de l'État marocain ont gonflé les attentes de la jeunesse en projetant l'image d'une nation prospère de classe mondiale. Cependant, les capacités de l'État à répondre aux exigences de dignité de la population restent déficientes. Pour une génération mieux informée et connectée, cet écart devient plus visible et plus intolérable, transformant la frustration privée en une disposition collective à la contestation politique, y compris en contexte autoritaire.

LA NUMÉRISATION DE LA CONTESTATION

Si l'organisation de l'action collective via les réseaux sociaux est un héritage désormais classique des printemps arabes, la mutation de ces plateformes en véritables agoras démocratiques en contexte autoritaire marque, dans le cas marocain, une rupture paradigmatique. Le mouvement Gen Z 212 a cristallisé ses premières actions à la mi-septembre sur Discord, s'inscrivant dans le sillage du mouvement népalais qui, dès septembre 2025, avait transformé un serveur de 160 000 membres en un véritable « parlement virtuel ».

Pour la jeunesse marocaine, cette plateforme, initialement conçue pour la communauté des *gamers*, a offert une agilité et une sécurité inédites. À la suite de la tragédie à l'hôpital d'Agadir, le serveur de la Gen Z 212 a connu une croissance exponentielle, passant de 1 000 à plus de 250 000 membres en quelques jours seulement. Devenu un véritable « laboratoire politique », ce réseau a permis de connecter des citoyens issus de l'ensemble des métropoles du Royaume (Casablanca, Rabat, Agadir, Tanger), qui parvient à forger un consensus organique sur la nécessité de coordonner des manifestations à l'échelle nationale.

Loin de l'emportement aveugle des émeutes spontanées, la Gen Z a su canaliser sa frustration dans une

mobilisation numérique, horizontale et anonyme. En investissant Discord, elle a délibérément court-circuité les corps intermédiaires (partis et syndicats) perçus comme obsolètes ou compromis. Cette absence de structure pyramidale a, par extension, neutralisé aussi les leviers régaliens classiques, rendant toute tentative de récupération du mouvement singulièrement ardue pour l'État.

La réponse de l'État à cette nouvelle forme de mobilisation a suivi une double stratégie, mêlant rhétorique réformiste et mesures coercitives. Mais l'efficacité de cette stratégie de confinement différé se voit remise en question plus systématiquement. Si le discours prononcé par le roi Mohammed VI devant le Parlement, en octobre 2025, appelait à la mise en œuvre rapide de réformes sociales, notamment par une augmentation significative de 16 % des budgets de la santé et de l'éducation, il évitait toutefois de mentionner directement les manifestations, présentant la crise comme un problème d'efficacité administrative plutôt que de légitimité politique. Dans le même temps, les services de sécurité ont lancé une répression sévère, arrêtant plus de 2 000 manifestants et infligeant de longues peines de prison à ceux qui étaient accusés d'« incitation à l'agitation ». À elle seule, la cour d'appel d'Agadir a prononcé 162 ans de peines cumulées à l'encontre de 17 jeunes, une décision qui a révélé la crainte sous-jacente du régime face à la nature diffuse et incontrôlable du mouvement. Cette sévérité ne fait toutefois que renforcer la légitimité de la colère qu'elle cherche à réprimer, érodant ainsi davantage la crédibilité interne de l'État.

Le mouvement Gen Z 212 suggère que « l'exception marocaine », l'idée selon laquelle le Royaume pourrait éviter les turbulences du printemps arabe grâce à des réformes cosmétiques, a atteint ses limites. La jeunesse Gen Z n'a ni la patience ni les illusions de la génération 2011. La survie du contrat social actuel dépend désormais moins de la capacité de l'État marocain à redistribuer les richesses ou à réprimer la dissidence que de sa capacité à restaurer du sens et à rétablir la confiance institutionnelle. L'État marocain doit décider s'il considère cette génération native du numérique comme une menace à gérer ou comme une opportunité pour réinventer un récit collectif capable de maintenir la stabilité du Royaume dans les décennies à venir. L'incapacité de l'État à intégrer cette mutation numérique le condamne à l'impuissance.

RÉSONANCE MONDIALE DU MOUVEMENT DE PROTESTATION

Le mouvement Gen Z 212 se définit non seulement par ses revendications locales, mais aussi par une profonde résonance mondiale qui inscrit la jeunesse marocaine dans un réseau transnational de contestation. En adoptant des symboles universels de la culture pop, notamment le drapeau pirate du manga *One Piece*, les jeunes Marocains affichent leur appartenance à une génération « pirate » mondiale. Cette génération rejette les hiérarchies traditionnelles et le capitalisme « muet » au profit d'une justice sociale « résonnante », prouvant que le mouvement Gen Z 212 est le chapitre local d'une

imagination mondiale qui exige une réinvention totale du contrat social qui se fonderait sur la réactivité mutuelle plutôt que sur l'indifférence systémique.

Pour la cohorte Z 212, l'État marocain est devenu un instrument muet d'aliénation, privilégiant les projets de prestige mondial tout en restant sourd aux besoins physiologiques et dignitaires de ses citoyens. Le mouvement de la génération Z est donc une tentative d'établir une sphère de résonance où leurs voix génèrent un écho tangible. Dans un monde numérique sans frontières, la génération Z marocaine ne compare plus sa qualité de vie à celle de la génération de ses parents (qui aurait pu accepter une monarchie réformiste), mais à celle de ses pairs à Paris, Madrid, Antananarivo ou même Katmandou. En étant témoins de la « mutinerie mondiale » des soulèvements menés par les jeunes dans des pays tels que le Népal, l'Indonésie, Madagascar et les Balkans, leurs attentes en matière de responsabilité de l'État ont augmenté. On peut soutenir que l'effondrement du gouvernement népalais en septembre 2025 a agi comme une « preuve de concept », abaissant drastiquement le coût psychologique de la dissidence. Le triomphe électoral de Balendra Shah ce 7 mars 2026, six mois après le soulèvement de la Gen Z népalaise, transforme l'insurrection en un succès politique institutionnel. Un tel précédent envoie un message fort : la Gen Z pourrait renverser les structures établies et imposer une nouvelle gouvernance.

Au Maroc, cette vision internationaliste de la contestation se reflète très clairement dans la mobilisation du mouvement autour de la cause palestinienne. À la suite de la normalisation des relations avec Israël en 2020, de nombreux jeunes Marocains ont commencé à considérer cette politique étrangère comme le symbole d'un fossé grandissant entre l'État et la société. Les données de l'Arab Barometer soulignent ce changement : le soutien à la normalisation a chuté de 31 % en 2022 à seulement 13 % en 2024. Pour ces jeunes manifestants marocains, la lutte palestinienne est un symbole localisé de la *hogra*. En adoptant le slogan « pas de justice là-bas sans justice ici », les manifestants ont efficacement lié leur lutte contre la corruption locale et l'injustice sociale à une condamnation plus large d'un système mondial qu'ils perçoivent comme privilégiant les intérêts politiques et économiques mondiaux au détriment de la vie humaine.

Cette résonance transnationale est encore amplifiée par la participation active de la diaspora marocaine, qui sert aussi de pont entre l'activisme local et la visibilité internationale. Un exemple frappant est celui de Zineb El Kharroubi, une militante de la Génération Z 212 basée à Paris qui a payé le prix fort pour son engagement ; elle est la première militante de la diaspora de cette génération à être poursuivie au Maroc pour « incitation au trouble de l'ordre public » via les réseaux sociaux. Son cas révèle également que l'État marocain considère l'activisme de la diaspora comme une menace potentielle. Grâce à un système sophistiqué de rétroaction numérique, la diaspora sélectionne et traduit des témoignages bruts provenant du Maroc à l'intention d'un public mondial. En transmettant ce contenu aux médias internationaux et aux groupes de défense des

droits humains, elle augmente considérablement le coût diplomatique et réputationnel de la répression étatique.

CONCLUSION : VERS UNE NOUVELLE GRAMMAIRE DE LA RECONNAISSANCE

Le mouvement Gen Z 212 a fondamentalement redessiné les frontières de la contestation au Maroc. En dépassant les explosions épisodiques des décennies précédentes, il a institutionnalisé une nouvelle « grammaire de la protestation » qui repose autant sur l'infrastructure numérique que sur l'occupation physique. Bien que les mobilisations de masse de la fin 2025 aient laissé place à une phase de « faible intensité mais haute visibilité » en ce début d'année 2026, l'impact du mouvement demeure profond. Le passage de l'émeute à la défense judiciaire d'activistes comme Zineb El Kharroubi, couplé à la focalisation numérique sur le « précédent d'Agadir », démontre une maturité tactique : le mouvement a transformé la réponse carcérale en un spectacle récurrent de la *hogra*, alimentant sans relâche l'indignation publique.

La réaction de l'État – augmentation de 16 % des dépenses sociales et abaissement de l'âge de candidature politique – fait office d'aveu tacite de cette puissance nouvelle. Pourtant, sous le prisme de la privation relative de Ted Gurr, ces concessions risquent de rester vaines. L'État tente d'ajuster les « capacités de valeur » (le budget), mais échoue à traiter les « attentes de valeur » d'une génération dont la dignité se mesure désormais à l'aune d'un étalon mondial. Tant que les projets vitrines de la Coupe du Monde 2030 projeteront leur ombre sur le délabrement des hôpitaux régionaux, l'écart psychologique alimentant la rébellion restera béant.

Au-delà du matériel, c'est la question de l'intersubjectivité qui est posée. La Gen Z 212 refuse d'être un simple « objet » de gouvernance ; elle exige d'être reconnue comme un « sujet » aux aspirations mondialisées. Face à un État qui privilégie l'efficacité administrative muette, la jeunesse réclame de la « résonance ». En s'obstinant dans une gestion sécuritaire des menaces, le Makhzen atteint sa limite structurelle : la jeunesse ne demande pas seulement une redistribution des richesses, mais une redistribution du sens.

Dans un retournement historique saisissant, alors que les libertés démocratiques s'étiolent au cœur d'une Europe en proie au repli, la flamme de l'idéal démocratique et de la solidarité semble trouver aujourd'hui ses défenseurs les plus ardents au sein de la Gen Z des pays du Sud. Cette jeunesse marocaine ne se contente plus d'aspirer à l'Occident ; elle en réclame les principes là où ils sont nés, rappelant au monde que la démocratie est désormais portée par ceux que l'ordre global tentait de maintenir à la périphérie.

Ainsi, la survie du contrat social marocain dépend désormais de la capacité de la monarchie à dépasser la logique de « la carotte et du bâton » pour instaurer une résonance authentique. Les procès ouverts en 2026 contre les manifestants de la Gen Z ne sont donc pas un épilogue, mais le prélude à une ère nouvelle où la responsabilité et la reconnaissance sont devenues des exigences non négociables./